



La qualité de vie sociale et économique est une priorité!

Les services publics, notre bien commun, souffrent depuis trop longtemps des politiques capitalistes héritées de tous les gouvernements successifs.

La politique d'austérité du gouvernement actuel nous appelle à la résistance.

Nous tous, girondin-e-s, devons pouvoir compter sur un conseil Départemental qui soutient les précaires, les étudiant-e-s, les associations et la culture. Ce conseil départemental doit avoir comme ligne directrice un nouveau développement d'un des piliers de notre République, acquis dans la lutte : le Service Public.

La crise sanitaire actuelle est pour tous un révélateur de ce que représentent des décennies de casse de ce service public aux niveaux national et local, notamment en matière de santé, de solidarité, de proximité et d'éducation.

Sans un engagement fort des fonctionnaires, des syndicats et des partis politiques de gauche depuis des années, notre pays et son système de santé auraient sombré face à cette pandémie.

Sans cette résistance, combien de morts supplémentaires de la Covid-19 aurait-on enregistré ?

Sans le courage de nos soignants, et de ceux que notre gouvernement appelle avec mépris les « 2^e lignes » (employés municipaux, caissières, enseignants, ...), comment notre pays aurait-il pu continuer à fonctionner ?

Nous, Communistes, sommes convaincus que les collectivités de proximité doivent s'efforcer de répondre aux besoins de toute la population. Elles doivent pouvoir faire face à tout événement susceptible de porter atteinte à notre quotidien (pandémie, crise climatique, chômage, perte d'autonomie, ...).

Nous portons un projet solidaire, écologique et innovant pour notre territoire.

VALÉRIE
GASTAUD

FRANCK
JACQUES

MARIE CLAUDE
GIMENO

PIERRE
PUJO

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 2021
CANTON DE PESSAC 1
CANÉJAN, CESTAS, PESSAC OUEST



Nous avons la conviction que c'est une solidarité concrète qui doit guider l'action du conseil Départemental pour les 6 prochaines années.

Cette institution doit investir pour les girondin·e·s et leur environnement. Elle doit également les protéger et les accompagner.

Nous disons NON aux règles d'austérité proposées par la droite, l'extrême droite, voire le gouvernement. Nous combattons tout recul, toute privatisation, toute économie spoliant les girondin·e·s.

La Gironde n'est pas à vendre aux marchés financiers !

Luttons ensemble, à l'image de notre Canton, contre l'abandon de nos services publics de proximité.

Depuis le 14 avril 2021, les communistes de Cestas se battent contre la fermeture du bureau de poste de Gazinet et de son distributeur de billets.

Ce sont environ 10 000 personnes laissées dans un grand désarroi. Tout le monde est frappé : des personnes âgées, handicapées, non véhiculées, des travailleurs,... Et que dire des commerces et des entreprises locales ?

Nous combattons avec vigueur, depuis son origine, le désengagement de l'Etat et la perte de ressources des collectivités territoriales. Nous voulons créer les conditions d'un financement pour construire ensemble la gironde de demain.

Pour toutes ces raisons, nous proposons de porter :

- la nécessité d'un R.S.A pour les jeunes de 18 à 25 ans ;
- la gratuité des transports en commun ;
- la mise en place de logements sociaux intergénérationnels : crèche, étudiant·e·s seniors et d' EHPAD publics.

Nous comptons sur votre participation et votre bulletin de vote.

Enthousiastes et déterminés pour relever avec vous ce grand défi HUMAIN et ECOLOGIQUE !

Valérie Gastaud

Franck Jacques

Réinscrire la clause de compétence générale pour les départements.

C'est une condition de la réactivité du département aux besoins des habitant·e·s. La politique gouvernementale d'austérité, la crise sociale et économique ont mis en danger les finances des départements. Les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales ont été réduites de manière drastique entre 2014 et 2019 (- 12,5 milliards d'euros).

L'augmentation des moyens des départements pour des politiques de proximité ambitieuses.

Nous demandons que l'Etat rembourse ses dettes et les surcoûts liés à la pandémie auprès des départements et augmente leurs moyens via l'augmentation des dotations. Le niveau de rémunération, le statut et l'amélioration des conditions de travail des personnels départementaux sont pour les communistes essentiels à la qualité de ces politiques.

Dès les 20 et 27 juin prochain, exprimez votre choix de société, vos exigences sur des réponses concrètes aux besoins de chacune et chacun dans le respect de toutes et tous.